J'aurai aimé éviter de vous parler de la loi sur les médias dont grouille la presse européenne. La dénonciation médiatique relayée tardivement par les politiciens va bon train, reste plus que l'action qui doit suivre, du moins peut-on l'espérer et qui ne manquera certainement pas de nous décevoir.

A-t-on jamais vu Bruxelles réagir sur une question médiatique ? Ce serait une première. Alors que peu avait été dit avant le 1er janvier, maintenant l'on découvre que l'Union européenne avait agit – très, trop discrètement – par l'intermédiaire de son commissaire à l'Agenda numérique Nelly Kroes, que les pays ont un avis sur la question, pas toujours le même d'ailleurs ou plus exactement évoluant (Cf. les déclarations du ministre français délégué aux Affaires européennes Laurent Wauquiez contredites par celles du ministre du Budget et porte-parole du gouvernement français François Baroin). Il est clair que le discours politique suit le médiatique.

Notez qu'il est difficile d'échapper à cette loi sur les médias, et les journalistes spécialistes des questions européennes arrivés à Budapest mercredi n'ont pas manqué de se pencher sur le sujet, occultant ainsi les priorités de la présidence hongroise. Les journalistes sont ainsi faits qu'ils s'intéressent aux os qu'on leur tend à ronger sans essayer de prendre le recul nécessaire. Une étude du vocabulaire utilisé, des idées reçues exploitées dans les articles publiés sur cette loi hongroise des médias serait édifiante. Toujours la même chose, rien d'original, une injure quotidienne à notre intelligence. On dénonce mais on n'explique rien… de peur peut-être de justifier. Mais il ne s'agit absolument pas de cela. Je ne pense pas justifier cette loi en rappelant que le système de régulation des médias depuis la chute du communisme en Hongrie était d'une rare complexité, handicapant et limitant son efficacité. Le nouveau gouvernement s'est-il appuyé sur ces faiblesses pour élaborer cette loi ? Cela explique-t-il en partie l'indifférence et le manque de réaction d'une large partie de la population partant du principe qu'il faut voir par la pratique, les conséquences éventuelles.

Toutefois, ces journalistes doivent s'estimer heureux d'être là, accréditation en poche car il n'est pas certain qu'en cette fin de semaine, les 400 qui l'ont demandé, reçoivent le fameux sésame. En fait, les autorités hongroises n'en accueilleront certainement pas plus de 150, pour une question de place soi-disant. Et oui, l'on veut nous faire croire que le parlement hongrois – copie de Westminster – n'est pas assez vaste pour accueillir plus de 150 journalistes.

Interrogé sur la loi des médias, le ministre des Affaires étrangères János Mártonyi a répété, je cite : «*Peut-être allons-nous modifier quelques paragraphes à cette loi*», contredisant encore une fois les propos du Premier ministre Viktor Orbán qui se défendait, il y a encore peu, de vouloir céder aux pressions occidentales, rappelant ainsi de vieux discours sur la souveraineté nationale et le refus d'une quelconque influence. La situation semble pourtant évoluer un peu car ce dernier accepterait de revoir sa loi sur les médias si les autres – dont la loi hongroise se serait inspirée- en font autant, c'est-à-dire la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. A mon avis, la liste est un peu courte et il faudrait certainement rajouter d'autres pays. Où comment Viktor Orbán renvoie dans les cordes les prétentieux pays qui oseraient lui donner des leçons de démocratie et où la politique en est encore une fois réduite à des rivalités d'hommes et à des complexes d'infériorité pour les uns et de

supériorité pour les autres.

Toutefois, sans modifications, la loi traduite a été envoyée à Bruxelles…. oubliant néanmoins quelques paragraphes au passage estimant qu'ils n'étaient pas intéressants. Formidable, non ?! Comme si l'Union européenne n'allait pas vérifier, elle qui dépense des millions d'euros chaque année pour un service de traduction exponentiel. Décidément, tout le monde prend pour des imbéciles tout le monde. C'est plus qu'un problème de communication dénoncé par certains et sur lequel nul n'ignore que la Hongrie n'est pas très douée. Cette sorte de jeu où chacun avance ses pions de façon convenue, sans surprise, sans respect pour le partenaire est affligeante avant d'être désespérante.

Retrouvez ici la précédente Chronique de Cécile Vrain